

Entrevue croisée avec Gisèle Piédalue et William Moss

Christian Gates St-Pierre

Number 34, 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1086831ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1086831ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des archéologues du Québec

ISSN

1190-9110 (print)

2564-2480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Gates St-Pierre, C. (2021). Entrevue croisée avec Gisèle Piédalue et William Moss. *Archéologiques*, (34), 82–95. <https://doi.org/10.7202/1086831ar>

Entrevue croisée avec Gisèle Piédalue et William Moss

Propos recueillis par **Christian Gates St-Pierre**

Née en 1948 à Saint-Boniface (Manitoba), Gisèle Piédalue a principalement œuvré au sein de l'Agence Parcs Canada, avant de devenir archéologue consultante.

Né en 1952 à Hamilton (Ontario), William Moss a fait carrière comme archéologue à la Ville de Québec.

Christian Gates St-Pierre – Gisèle et William, merci d'avoir accepté l'invitation à participer à cette entrevue croisée qui exceptionnellement cette année se fait de manière virtuelle, considérant la pandémie de Covid-19 et le fait que Gisèle vit au Manitoba.

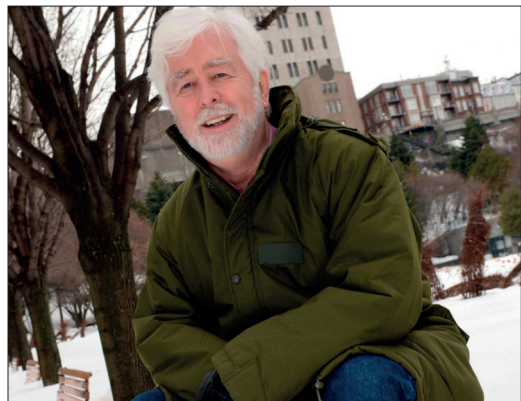
Comme à chaque édition de ces entrevues, je suis d'abord intéressé à vous demander comment vous en êtes venus à l'archéologie, ou comment l'archéologie est venue à vous ? Autrement dit, quels ont été vos débuts en archéologie, notamment vos formations universitaires et vos premières expériences de travail ?

Gisèle Piédalue – Moi j'ai commencé mes études universitaires à l'Université de Regina, où je m'enregistrais pour étudier en psychologie. Il me manquait un cours pour compléter mon exploration des sciences sociales et j'ai opté pour un cours en anthropologie. J'ai eu la piqure et l'année d'après, en 1970, je me suis retrouvée à l'île du Prince-Édouard, à Roma, sur un site commercial datant de 1732. L'année suivante, le même archéologue, Frank Korvemaker, est venu me chercher pour aller travailler au fort Lennox, à l'île-aux-Noix, un site de Parcs Canada.

Alors que j'étais à Ottawa pour écrire le rapport de cette intervention, les travaux d'excavation menés dans le cadre de la restauration des fortifications de Québec avaient commencé, ce qui avait fait les manchettes, parce qu'on accusait Travaux Publics Canada de détruire des sites archéologiques majeurs avec ces travaux. Au parc Montmorency entre autres, où se trouvaient le



Gisèle Piédalue. (Source : Université du Québec à Chicoutimi et Ville de Saguenay)



William Moss. (Source : Le Soleil)

premier cimetière de Québec, le premier palais épiscopal et les deux premières bâtisses du parlement. Tous les archéologues seniors qui travaillaient dans l'est du pays étaient rendus en Europe à ce moment; on s'est donc tourné vers moi, malgré mon inexpérience, parce que j'avais un autre atout indéniable: je parlais français! On m'a donc envoyée en plein hiver dans le Vieux-Québec pour surveiller les travaux. Je n'avais pas le droit d'arrêter les pelles mécaniques, alors je faisais mes relevés dans les temps morts, même à la noirceur, avec une lanterne!

CGS – Tu en étais où dans ta formation à ce moment?

GP – J'avais complété mon baccalauréat en anthropologie, mais je n'avais fait que deux chantiers comme assistante de terrain. Après ce contrat dans le Vieux-Québec je suis retournée à Ottawa où se trouvait le bureau central. Je suis revenue à Québec au printemps pour une fouille exploratoire à la redoute Dauphine. L'année suivante, Parcs Canada avait acquis les terrains du parc de l'Artillerie, où se trouvait la redoute; j'y ai fouillé à nouveau pendant plusieurs saisons sous la direction de Bruce Fry.

Je m'enlignais donc vers l'archéologie historique, mais il n'y avait pas de programme d'étude en archéologie historique au pays à ce moment. En 1974, l'Université Laval a mis sur pied un tel programme au sein du Département d'histoire, mais je n'étais pas dans une situation financière me permettant de me consacrer à temps plein aux études. Par contre, j'étais consciente de mes lacunes en histoire et pendant plusieurs sessions j'ai suivi des cours en histoire, soit à l'Université Laval, soit à l'Université d'Ottawa, dépendant d'où je me trouvais pour mon travail.

En 1975, il y a eu la régionalisation de Parcs Canada et j'ai eu à choisir une région: ça a été le Québec et ce fut un très bon choix, parce qu'elle s'est avérée être la région la plus dynamique, innovatrice et cohésive. C'était aussi une excellente école d'apprentissage, parce qu'il y avait déjà une approche multidisciplinaire au sein de Parcs Canada. Ça m'a aussi permis de continuer de travailler en français, ce que je voulais. Et c'était une période d'effervescence avec la montée de l'archéologie autant à Parcs Canada qu'au ministère des Affaires culturelles¹ à Québec. Tout était à faire: la structuration de la collecte des données, la structuration des analyses en culture matérielle, la gestion des sites archéologiques et leur inclusion dans le développement de l'offre culturelle.

J'ai donc vécu la montée de Parcs Canada, mais j'ai aussi vécu son déclin: on pourra en reparler!

CGS – As-tu toi-même été une instigatrice de cette émergence de l'archéologie au sein de Parcs Canada ou est-ce que ça venait de fonctionnaires au-dessus de toi?

GP – La structure administrative a été créée par les hauts gestionnaires, mais on avait un rôle à jouer, un *input*, parce qu'à notre niveau nous pouvions participer à élaborer la façon de pratiquer l'archéologie. On le faisait en apprenant sur le tas et en améliorant les pratiques avec l'expérience. Par exemple, j'ai été la première personne à Parcs Canada à demander un tessonnier pour avoir un comparatif d'artefacts sur le terrain. J'ai aussi eu le premier ordinateur portatif à Parcs Canada: c'était énorme, gros comme une machine à coudre!

Mon parcours à Parcs Canada se découpe donc en blocs de projets thématiques: les premières années j'ai travaillé beaucoup sur les fortifications, à Québec, ensuite en Montérégie, sur les forts de la vallée du Richelieu. Au début des années 1990, c'étaient les canaux qui avaient besoin d'être restaurés et il y avait parallèlement un élan de l'archéologie industrielle, notamment avec les travaux au canal de Lachine. Puis il y a eu les sites de la Première Guerre mondiale, notamment le site de la Bataille de Beaumont-Hamel, dans la Somme, parce que c'est le gouvernement canadien qui était propriétaire de ces sites militaires. Mais c'était le gouvernement français qui, lui, était propriétaire du sous-sol: j'ai donc dû malgré tout soumettre une demande de permis auprès du ministère de la Culture français. Éventuellement, ce sont des archéologues français qui ont pris la relève, car ils connaissaient très bien le territoire. Ça été une très belle expérience, qui a duré de 1998 jusqu'en 2002 environ, où j'ai pu travailler avec l'INRAP et l'archéologue Alain Jacques, un des rares archéologues français à s'intéresser à l'archéologie de la Première Guerre mondiale à l'époque.

William Moss – Tu faisais partie des forces expéditionnaires!

GP – Oui, c'est à peu près ça! Ceci dit, un autre élément marquant pour moi fut le moment où Pierre Desrosiers est venu me chercher pour participer à la fondation du Réseau Archéo-Québec: ça été une belle épopée ça aussi. Pierre avait ce rêve de mettre sur pied un organisme voué à la valorisation de l'archéologie au-delà des frontières

administratives, notamment avec les activités du Mois de l'archéologie. Au début, j'ai dû tordre des bras pour que les sites de Parcs Canada en fassent partie! Mais avec le temps c'est devenu un acquis et j'ai eu beaucoup de soutien de notre service du marketing, qui y trouvait un intérêt. Donc à travers cette diversité d'activités, qui sortaient parfois des sentiers battus, j'en suis arrivée à avoir une meilleure compréhension de la manière de faire de l'archéologie. Ça été une belle période à Parcs Canada.

CGS – William, dans ton cas, comment l'archéologie est-elle venue à toi ?

WM – Il y a des ressemblances et des croisements entre mon parcours et celui de Gisèle, parce que j'ai commencé à peu près à la même période, deux ou trois ans après elle. J'avais pour ma part entrepris des études en anthropologie et géographie, en 1969, à l'Université de Waterloo. On y suivait le modèle américain de l'anthropologie à quatre sous-disciplines, incluant bien sûr l'archéologie. J'y ai eu un premier emploi d'été qui s'est déroulé en France, à Merpins près de Cognac (Charente), sur un chantier ouvert au grand public. C'était un très bel endroit, ce qui m'a doublement donné la piqure pour l'archéologie!

L'année suivante j'ai eu un autre contrat à l'université avec William B. Roosa, qui travaillait sur le site paléoindien Parkhill, en Ontario. J'ai beaucoup aimé ça et quand j'ai terminé mon baccalauréat j'ai voulu continuer de travailler en archéologie. Je suis allé frapper aux portes du Royal Ontario Museum à Toronto, mais personne n'avait de projet en archéologie, sauf Francis Pryor, qui avait un projet en Angleterre sur le site préhistorique Fengate à Peterborough (Cambridgeshire), et qui m'a invité à y participer. C'était un projet novateur à l'époque, qui impliquait des excavations sur de très grandes surfaces avec de la machinerie lourde. Au final, j'y ai passé trois ans. Pendant les hivers, je travaillais à Exeter, sur des projets d'archéologie urbaine.

Lorsque je suis revenu au Canada, j'ai voulu poursuivre mes études en français. Je trouvais très intéressant le fait de vivre dans une autre culture, suite à mon expérience en France et après avoir côtoyé des gens de partout dans le monde lors de mes fouilles en Angleterre. Mais pour faire une maîtrise en français à l'époque, je n'avais que trois choix : l'Université de Moncton, à l'époque du maire Jone², ce qui rendait cette option peu accueillante; ensuite Montréal, mais je m'étais dit que si j'étudiais à Montréal je finirais par tout

faire en anglais; et puis il y avait l'Université Laval. J'y ai commencé une maîtrise en anthropologie culturelle, en 1978. J'ai obtenu un emploi d'été pendant mes études avec Pierre Beaudet de Parcs Canada, que Gisèle connaissait très bien, pour un projet à la terrasse Dufferin, devenu plus tard le projet des Forts-et-châteaux-Saint-Louis. J'y ai travaillé trois ans, à partir de 1980, travaillant aussi sur d'autres sites de Parcs Canada ponctuellement.

GP – Mon premier souvenir de toi d'ailleurs, c'est lorsque tu es venu au fort Chambly et que tu y as fouillé le puits français à plat ventre!

WM – Oui, en plein hiver et enrhumé en plus! C'était un beau site, mais pas très drôle comme expérience. La vie pouvait être dure sur les chantiers à cette époque. Mais l'infrastructure et la synergie dont parlait Gisèle un peu plus tôt étaient déjà présentes à ce moment-là. C'était pour moi très formateur d'entrer là-dedans, d'apprendre des diverses spécialités représentées au sein de Parcs Canada et de l'esprit de collégialité qui y régnait. Le programme de l'Université Laval dont parlait Gisèle, et qui a contribué à former des gens comme Monique Barriault, Claire Mousseau ou Catherine Tremblay, n'existait déjà plus quand moi j'y étais. Il n'y avait pas d'autre moyen d'obtenir une formation en archéologie historique que de passer par Parcs Canada à ce moment. Marcel Moussette est arrivé juste après, au début des années 1980; j'ai donc fait une maîtrise en archéologie historique à l'Université Laval, sous sa direction justement. Aux expériences de terrain avec Parcs Canada s'est alors ajoutée une formation plus axée sur l'analyse de la culture matérielle et sur la contextualisation et l'interprétation des données, avec Jacques Mathieu comme codirecteur pour le volet historique.

CGS – Mais en Angleterre et en Ontario, tu t'étais surtout intéressé à l'archéologie préhistorique. Est-ce que ce sont les circonstances que tu décris qui t'ont amené à t'intéresser davantage à l'archéologie historique une fois au Québec ?

WM – Il y a un peu de hasard ou de circonstances, mais l'archéologie historique est vraiment venue toucher une corde sensible chez-moi. Les études urbaines m'ont tout de suite intéressé. J'avais aussi travaillé à Tadoussac pour monter un dossier historique en vue de la création du Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent pour le ministère de la Culture et des Communications. J'avais engagé Michel Plourde pour travailler sur cet inventaire

de l'archéologie historique. Un poste s'est ensuite ouvert à la Ville de Québec, en 1985, et je l'ai obtenu. C'était le premier poste d'archéologue municipal au Canada ; j'y reviendrai plus tard.

CGS – De ton côté Gisèle, tu es connue aussi pour ton travail en archéologie industrielle. Comment cette archéologie s'est-elle présentée à toi ?

GP – C'est vraiment avec le projet du canal de Lachine, avec Claire Mousseau à cette époque, un projet qui a duré de 1988 à 2002 de manière intensive, et de manière plus ponctuelle par la suite. Même lorsque j'ai quitté Parcs Canada j'ai continué à m'intéresser au patrimoine industriel. J'ai quitté en 2006, voyant venir les grandes ponctions budgétaires à Parcs Canada. J'ai alors entrepris une deuxième carrière, et notamment comme guide-interprète au Parc régional des Sept-Chutes, près de Québec, toujours en lien avec le patrimoine industriel. Pierre Desrosiers m'avait approché pour produire une synthèse des connaissances sur le patrimoine archéologique industriel, dans le cadre de la participation du Québec au Répertoire canadien des lieux patrimoniaux. J'ai aussi produit des expertises sur le patrimoine industriel pour la Ville de Montréal, pour Hydro-Québec, etc. Lorsque j'ai amorcé le projet du canal de Lachine, j'ai travaillé avec Pauline Desjardins, la grande dame de l'archéologie industrielle. Elle a été mon mentor pendant plusieurs années ; elle m'a amenée à voir le patrimoine industriel du point de vue anthropologique. Je lui en suis très reconnaissante.

CGS – Est-ce qu'il y avait de la résistance ? Est-ce qu'à cette époque c'était difficile de convaincre les gens de s'intéresser au patrimoine industriel, à Parcs Canada et ailleurs ?

GP – Pas nécessairement. Je pense que comme collectivité professionnelle, nous étions rendus là. Avec le temps, de nouveaux types de sites, de collections et de réflexions sur le patrimoine archéologique s'étaient introduites à Parcs Canada. J'y suis arrivée au bon moment et j'étais bien entourée d'historiens et d'autres personnes qui contribuaient à ce nouveau corpus.

CGS – Ceci m'amène à vous demander quelles sont les personnes ou les idées qui vous ont inspiré dans vos carrières, mais aussi lors de vos formations, au début. Gisèle, tu as mentionné Pauline Desjardins et Claire Mousseau : est-ce qu'il y en a eu d'autres ?

GP – Quand je suis arrivée à Parcs Canada pour travailler sur les fortifications de Québec, il y avait déjà le triumvirat constitué de Marc Lafrance, Yvon Desloges et André Charbonneau, de grands spécialistes des recherches historiques sur les fortifications. Il y a eu aussi Marcel Moussette, qui a structuré les études en culture matérielle et les analyses spécialisées à Parcs Canada, il a été très important pour moi et pour bien d'autres archéologues au sein de cet organisme.

CGS – Dites-moi, est-ce qu'il y a des archéologues spécialistes de la période historique qui ne sont PAS passés par Parcs Canada ?

GP – (rires) C'est une bonne question : il y en a en effet une bonne partie qui est passée par là !

WM – Pour une ou deux générations, certainement. À l'époque, il fallait forcément passer par là ; c'est là que se faisait l'apprentissage.

GP – Surtout avec les projets du parc de l'Artillerie et des forges du Saint-Maurice, qui étaient les deux principaux terrains de formation pour les archéologues francophones, avec des gens comme Pierre Nadon, Bruce Fry et Françoise Niellon, qui avaient des bagages de connaissances incroyables et qu'ils nous ont transmis. Et puis, il y avait des ressources financières à l'époque, on pouvait développer des choses, on pouvait aller prendre des cours ; j'étais allée prendre un cours de télédétection au géoradar à l'Université de Waterloo, par exemple. Il y avait beaucoup de possibilités de s'épanouir individuellement et de développer la discipline archéologique.

WM – En ce qui me concerne, c'était aussi Marcel Moussette ; ça été un grand plaisir de travailler avec lui, pour sa grande curiosité, ses connaissances... et sa patience ! Il y a aussi eu Michel Gaumond, dont on parle peu, mais qui était très important pour moi, parce qu'il était partout : peu importe où vous alliez, Michel Gaumond y était allé avant vous. C'est incroyable tout ce qu'il savait sur l'archéologie et l'histoire du Québec. Il a été un pionnier.

Plus loin, il y a aussi eu Pamela Cressey, d'Alexandria en Virginie, avec qui j'ai toujours maintenu des échanges étroits au sujet de nos expériences respectives en archéologie publique, autour de la notion de *place-making*, par exemple, une sorte d'intérêt pour l'esprit des lieux.

GP – Tu as raison à propos de Michel Gaumond. Il a été très généreux de ses connaissances avec moi et tous ceux qui travaillaient dans le Vieux-Québec.

CGS – Même moi je suis tombé sur des rapports de Michel Gaumond à propos de sites à composantes autochtones et sur lesquels il était passé avant moi. Il me fait penser à Charles Martijn à cet égard, cet autre archéologue de la même époque qui a lui aussi laissé des traces de son passage un peu partout au Québec et qui était lui aussi très généreux de son temps et de ses connaissances.

Mais passons à un autre sujet maintenant. Peux-tu nous raconter, William, dans quelles circonstances est apparu ton poste à la Ville de Québec? Comment la Ville en est-elle venue à décider de se doter d'un archéologue à temps plein, ce qui était une première au Canada comme tu l'as mentionné plus tôt?

WM – Il faut ramener ça à 1982, à une période où le MCCQ commençait à travailler davantage avec les municipalités, les grandes villes à tout le moins, à travers des ententes de développement culturel, dans le but d'inciter les municipalités à assumer certaines responsabilités en matière de protection et de mise en valeur du patrimoine. Mais ça n'incluait pas l'archéologie.

Au même moment, la construction du Musée de la civilisation s'amorçait dans le Vieux-Québec, là encore sans aucun volet archéologique, malgré la présence d'un site archéologique majeur à cet emplacement. La communauté archéologique s'est indignée et un front commun s'est mis en place à travers l'Association des archéologues du Québec (AAQ), la Société historique de Québec et le Conseil des monuments et sites du Québec (plus tard devenu Action patrimoine). Ils sont intervenus auprès de la Ville de Québec, du MCCQ et de Parcs Canada. Suite à leurs revendications, le projet de construction a été modifié et un volet archéologique a été mis sur pied. Des fouilles ont donc eu lieu et elles ont livré des vestiges incroyables; on peut voir aujourd'hui à l'entrée du musée l'une des sept barques qui ont été dégagées lors de ces fouilles archéologiques. Il y a donc eu une sensibilisation très importante qui s'est produite.

C'est aussi à cette époque que la Ville de Québec, avec l'aide des gouvernements provincial et fédéral, préparait le dossier de candidature de Québec pour la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Avec ce qui venait de se passer au Musée de la civilisation, ils ont réalisé la faiblesse de leur approche en matière d'archéologie. Le poste a donc été créé en 1985, juste avant l'inscription de la Ville de Québec sur la liste de

l'UNESCO, grâce aux circonstances et aux revendications du milieu de l'archéologie et du patrimoine, il faut le dire. Cependant, l'intérêt de la Ville de Québec pour l'archéologie se limitait à l'arrondissement historique du Vieux-Québec, ce qui correspondait au site patrimonial placé sur la liste de l'UNESCO. Il n'y avait donc pas de mandat, ni de ressources, pour intervenir au-delà de cet arrondissement.

Malgré l'ouverture ressentie, il avait beaucoup de sensibilisation à faire au sein de la Ville de Québec, avec les ingénieurs, les architectes, les paysagistes, les urbanistes et les politiciens, par exemple. Il fallait donc mettre sur pied un programme, une approche, une collaboration; développer le réflexe d'inclure l'archéologie dans les projets de la Ville. C'est un travail qui a pris plusieurs années, mais qui s'est avéré être une grande réussite.

CGS – Pendant combien de temps as-tu occupé ce poste?

WM – Trente-trois ans!

CGS – Est-ce que pendant toutes ces années, il fallait souvent justifier à nouveau l'importance et la pertinence de l'archéologie ou est-ce que c'est réellement devenu un acquis qui n'était plus remis en question, avec des bases solides et pérennes?

WM – J'aurais une réponse à deux volets. D'abord, la base est restée présente et les gens montraient toujours une grande ouverture envers l'archéologie. Mais au début il y avait toujours des luttes à faire pour obtenir les ressources nécessaires, car le réflexe d'inclure des montants pour l'archéologie dans les budgets des projets, lui, est venu plus tard.

Aussi, le contexte changeait tout le temps. Je découpe ce que j'ai vécu à la Ville de Québec en trois grandes phases de 10-12 ans chacune. Au début, il y avait beaucoup de ressources et de moyens, et le MCCQ laissait beaucoup de latitude à la Ville de Québec. Durant la période suivante, il y avait de moins en moins d'argent et ça a été une phase plus difficile. Durant la dernière phase, il y avait encore très peu de moyens, mais en plus le Gouvernement du Québec avait changé sa position et surveillait de beaucoup plus près ce que faisait la Ville de Québec, qui perdait une certaine autonomie dans la gestion des projets. Il faut dire qu'avec les fusions municipales au début des années 2000, la Ville de Québec s'est accrue significativement au niveau du territoire et de la population, incluant des territoires très riches sur

le plan archéologique; mais il n'y avait pas plus de ressources pour ça, il y en avait même moins, donc c'était une bataille sans fin, surtout en dehors des arrondissements historiques. C'est encore le cas d'ailleurs.

CGS – Je m'attendais à ce que tu me parles aussi des facteurs politiques dans tout ça, parce que les fonctionnaires et les gestionnaires restent, mais les élus arrivent et repartent au gré des élections. Ça n'a pas eu trop d'impacts sur l'archéologie à la Ville de Québec? Un consensus s'était installé, au-delà des alliances politiques?

WM – En effet, c'est un bon point. La dernière période dont j'ai parlé a été particulièrement marquée par l'arrivée au pouvoir de l'administration Labeaume, qui avait une approche différente des administrations précédentes sur à peu près tout, y compris le patrimoine. Moi j'avais commencé sous l'administration du maire Jean Pelletier, qui avait pris le leadership du dossier du Vieux-Québec pour l'inscrire sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Ensuite il y a eu Jean-Paul L'Allier, avec qui ça a vraiment été un très grand plaisir de travailler, car il montrait un grand intérêt pour la culture et le patrimoine.

Mais avec l'arrivée du maire Labeaume, le changement a été assez notable. Un exemple de ça, c'est le site du Palais de l'Intendant, un projet sur lequel la Ville de Québec a beaucoup travaillé en collaboration avec l'Université Laval, d'abord avec Marcel Moussette et ensuite avec Réginald Auger et Allison Bain. Il y avait un projet de mise en valeur pour le 400^e anniversaire de la fondation de Québec en 2008, mais c'était le projet de l'ancienne mairesse Andrée Boucher, donc lorsque le maire Labeaume a été élu, son évaluation du projet c'était « je le sens pas », alors ça s'est arrêté là. C'est indicatif de son approche envers le patrimoine. J'aurais d'autres exemples, mais j'y reviendrai peut-être plus tard.

CGS – Gisèle, tu as mentionné le Réseau Archéo-Québec tout à l'heure; peux-tu nous raconter comment s'est passée la mise sur pied du réseau, qui s'est faite en partie sous ta gouverne?

GP – Ça a été difficile au début, nous étions un petit groupe et nous étions peu connus. Je me souviens que notre premier événement s'était déroulé en même temps que la fête des Pères et le Grand Prix de Montréal, alors la fréquentation n'avait pas été très élevée! Mais on a continué à foncer, on s'est restructurés, on a tissé des liens avec le ministère du Tourisme, on a engagé une

directrice après quelques années et on a développé les Semaines de l'archéologie qui sont devenues le Mois de l'archéologie, un concept inspiré des États-Unis. Ça a pris son envol et ça a perduré d'année en année. Même en cette année de pandémie, il y a eu une fréquentation de 11 000 personnes aux différentes activités virtuelles. Ça reste toujours fragile, mais je pense quand même que c'est là pour rester. Nous sommes la seule province à avoir quelque chose du genre.

CGS – Les États américains ont à peu près tous leur mois de l'archéologie, généralement en octobre, mais à ma connaissance aucun n'a l'équivalent du Réseau Archéo-Québec et mes collègues là-bas en sont très envieux!

GP – C'est grâce au dynamisme des gens qui sont en place au sein du réseau, et bien sûr grâce aussi au travail de Pierre Desrosiers en arrière-plan. Je me souviens en avoir discuté avec d'autres collègues de Parcs Canada à travers le pays, leur expliquant que c'était une chose possible, mais que ça nécessitait des heures et des heures de travail bénévole. En 2009, lors des Fêtes de Champlain, nous avons réussi à avoir des sites américains dans nos activités du Mois de l'archéologie, mais ça avait nécessité beaucoup de travail. J'ai également présenté le réseau lors de grands congrès sur le tourisme à Washington. Il a aussi fallu sensibiliser les archéologues d'ici sur la nécessité de partager les connaissances avec le public, pas seulement avec les pairs. Aujourd'hui nous récoltons les fruits de ces nombreux efforts.

CGS – Mais tu as mentionné qu'il a fallu tordre des bras au début, au sein de Parcs Canada du moins...

GP – Oui, parce qu'il fallait les convaincre d'investir des ressources dans ces activités, car ils n'étaient pas convaincus au début que ça allait leur apporter quoi que soit. Mais avec le temps, surtout avec l'aide de ma collègue Diane Lebrun, la cheffe de la gestion des collections, on a organisé nous-mêmes les activités du Mois de l'archéologie sur les sites de Parcs Canada, et ça a fini par continuer de fonctionner de manière autonome.

CGS – William, j' imagine que la Ville de Québec a elle aussi commencé à participer aux activités du Réseau Archéo-Québec assez tôt?

WM – Oui, dès le lancement, et chaque année depuis. Pour les médias, il y a peu de nouvelles en été; or l'archéologie est toujours là en août et elle apporte toujours, ou très souvent, de bonnes nou-

velles! Ma collègue américaine Pamela Cressey, dont je parlais plus tôt, me disait toujours: « Les choses que vous faites au Québec sont sexy »! Elle appréciait le souci de s'adresser au grand public et le souci de le faire avec des activités de qualité, tant au niveau du contenu que dans la manière de le présenter. Je peux aussi confirmer que les Mois de l'archéologie aux États-Unis n'ont pas la même ampleur qu'ici: ici nous avons vraiment des activités tous les jours, partout dans la province. C'est vraiment un très grand succès.

GP – Ça nous amène aussi à questionner notre rôle envers les communautés d'intérêts. Pourquoi est-ce qu'on fait de l'archéologie et, surtout, on la fait pour qui? En répondant à cette question, on en arrive très facilement à comprendre la nécessité d'avoir fondé le Réseau Archéo-Québec.

CGS – En effet, ça permet d'affirmer la pertinence sociale de l'archéologie. Ceci étant dit, j'aimerais maintenant vous amener vers des recoins peut-être plus sombres de vos carrières respectives. Gisèle, tu as mentionné plusieurs épisodes de coupes budgétaires à Parcs Canada. Sans entrer dans les détails financiers ou administratifs, peux-tu nous dire quels impacts ont eu ces coupures sur la pratique de l'archéologie à Parcs Canada?

GP – La première ponction est arrivée au milieu des années 1980 et on a alors dû réduire de beaucoup la taille des équipes d'archéologues et d'historiens au sein de l'agence. Ces gens sont revenus graduellement par la suite, mais la structure avait changé, de sorte qu'ils n'étaient plus engagés comme employés permanents, mais pour travailler sur des projets spécifiques et ponctuels, parfois comme contractuels. Cependant, comme il y avait beaucoup de gros projets, certains ont pu rester longtemps avec Parcs Canada.

La deuxième ponction a commencé avant mon départ en 2006, lorsqu'on ne remplaçait plus les personnes qui quittaient. Tout ça s'est soldé par la recentralisation des activités administratives de Parcs Canada à Ottawa en 2012; il n'y avait alors plus qu'un seul archéologue de Parcs Canada dans la région de Québec. L'équipe s'est quelque peu agrandie depuis, mais le pouvoir décisionnel est demeuré à Ottawa. On était alors en quelque sorte revenus à ce qu'était Parcs Canada avant la régionalisation de 1975. En passant, les deux ponctions ont eu lieu sous des gouvernements conservateurs, ce qui est significatif.

CGS – À quel point ces coupes budgétaires vous ont-elles coupé les ailes? Est-ce qu'il y a des choses

qui désormais ne vous étaient plus possibles de faire?

GP – En fait, les archéologues s'en sont quand même bien tirés en un sens, puisqu'ils ont pu se tourner vers d'autres organismes, vers les firmes privées par exemple. Mais sinon, le plus gros impact des coupures a sans doute été au niveau de ce qui se faisait en culture matérielle; ça s'est complètement effrité. Les derniers spécialistes vieillissent et bientôt il n'y en aura plus, car ils ne sont pas remplacés. Ce sont peut-être les universitaires qui devront reprendre ces recherches.

CGS – C'est dommage, car c'est vraiment une expertise unique et précieuse qui s'éteint.

GP – Le travail de ces gens va rester, mais les nouvelles collections ne pourront plus faire l'objet de recherches. Je l'ai particulièrement vécu au niveau de la culture matérielle industrielle: presque plus personne n'analyse ça maintenant, alors qu'il y aurait tant à faire.

WM – J'ajouterais que ces coupures à Parcs Canada ont été remarquées à l'étranger; mes collègues aux États-Unis ne comprenaient pas ce qui se passait et considéraient que ces coupures au niveau des budgets, du personnel et des publications étaient terribles. Il y avait des effets pour eux, parce qu'ils se servaient de ces documents et de ces expertises. Parcs Canada produisait des outils internationaux que les gens suivaient et adoptaient avec un grand intérêt.

CGS – En effet, je lisais récemment une thèse de doctorat qui utilise la classification de Parcs Canada sur des sites industriels au Chili, par exemple. C'est une expertise qui a voyagé loin. Je reviens à toi Gisèle; est-ce à cause de ces coupures que tu as quitté Parcs Canada?

GP – Je voyais venir ces coupures, alors j'ai quitté en 2006, avant qu'elles ne soient mises en place. Ça aurait été très difficile pour moi de continuer à travailler dans ce contexte. Je voulais aussi faire de la place à ceux qui étaient entrés à Parcs Canada après moi et qui voulaient parfaire leur expertise au sein de l'agence. C'est à partir de 2010 que je me suis retrouvée à travailler avec Subarctique Enr., ce qui m'a fait découvrir toute une région archéologique. Ça avait commencé avec Val Jalbert, un site industriel. Ensuite j'ai travaillé sur plusieurs types de sites de la période historique, du xvii^e jusqu'au xx^e siècle. C'est une belle région où l'archéologie est encore vivante.

CGS – Et lorsque toi tu as quitté, William, est-ce que tu as craint que ton poste ne soit pas remplacé?

WM – Oui, mais en fait les postes de coordonnateurs à la Ville de Québec ont eu plutôt tendance à être remplacés par des postes de professionnels, avec moins de responsabilités, incluant la disparition de la responsabilité de défendre une vision forte de l'archéologie dans le système administratif. C'est ce qui est arrivé quand je suis parti, et ça avait été la même chose avant moi à la Ville de Montréal, lorsque Claire Mousseau est décédée.

CGS – Maintenant, quel aurait été ce que l'on pourrait appeler votre meilleur coup dans vos carrières respectives, le projet dont vous êtes le plus fier par exemple?

WM – Il y en aurait plusieurs, mais je voudrais d'abord insister sur la question de la continuité, soit le fait d'avoir pu garder la même équipe pendant tout le temps que j'ai travaillé à la Ville de Québec. Je pense notamment à Daniel Simoneau, même s'il est parti à la retraite avant moi, ou à Céline Cloutier, qui a été présente jusqu'à son décès, à Serge Rouleau aussi. Avec cette équipe de base, nous avons pu maintenir en place cette expertise et cette synergie, avec des partenaires externes également, particulièrement l'Université Laval, ce qui a été déterminant pour la pratique de l'archéologie à Québec.

Une autre chose qui a été importante, ça été d'avoir participé à l'organisation de grands colloques à Québec, ceux de l'ICOMOS (*International Council on Monuments and Sites*) en 2008 et de la SHA (*Society for Historical Archaeology*) en 2000 et 2014. C'était une façon de faire la promotion de la ville et de l'archéologie qui y était faite, dans une approche scientifique lui assurant une certaine crédibilité. Pas seulement avec l'Université Laval, mais avec Parcs Canada également.

Aussi, quand j'ai commencé à occuper mon poste en 1985, j'aurais pu initier mes propres projets de fouilles et de recherche, mais alors je n'aurais fait que ça. J'ai préféré développer une infrastructure de recherche qui permettrait d'embaucher des archéologues et qui allait offrir les assises nécessaires pour développer l'archéologie à la Ville de Québec. Et puis il y a eu tous les grands projets, comme celui du Palais de l'Intendant, sur lequel nous avons beaucoup travaillé, au niveau de la mise en valeur surtout. Ou encore le projet de l'Auberge Saint-Antoine à l'îlot Hunt,

qui a été un projet très important. Nous avons rencontré la famille Price avant même qu'elle n'acquière les terrains de l'îlot et dès le début les membres de la famille ont compris qu'ils achetaient aussi un site archéologique par le fait même. Dès le début ils ont collaboré de manière exemplaire avec ce projet de fouilles en lien avec la construction de leur auberge.

CGS – Ils semblent avoir rapidement compris que l'archéologie n'allait pas représenter que des coûts et des problèmes, mais qu'ils allaient eux-mêmes en tirer des bénéfices économiques par la mise en valeur des vestiges archéologiques dans l'auberge et ainsi l'originalité et la plus-value que ça lui a apportée, n'est-ce pas?

WM – Bien sûr, ils ont vu l'intérêt rapidement. Ça a été plus difficile avec d'autres promoteurs sur d'autres projets, mais dans ce cas-ci, ça s'est bien passé.

CGS – Est-ce que justement tu utilisais souvent cet exemple de réussite pour convaincre d'autres promoteurs de considérer les bénéfices potentiels liés à un investissement dans les travaux archéologiques?

WM – Oui, et avec les politiciens et d'autres services municipaux aussi. C'était avant la mode des PPP (partenariats public-privé), donc ça nous a servi comme bon exemple de PPP pour la suite.

CGS – Tu as rapidement mentionné la SHA, dont tu as déjà été le président. Comment as-tu vécu ou apprécié cette expérience?

WM – C'était fascinant! Même si elle est basée aux États-Unis, la SHA se considère comme étant une organisation internationale et lorsque j'en suis devenu le président, le premier colloque international de la SHA s'est tenu en Angleterre, ce qui a permis une plus grande ouverture de l'association. Lors du colloque de l'an 2000 à Québec, il y a eu un surplus budgétaire assez important et au lieu de le donner à la SHA, Réginald Auger a eu l'idée de créer une bourse pour soutenir la participation des étudiants francophones (Canadiens ou étrangers) aux colloques de la SHA. Ce prix, la *Bourse de Québec*, a été offert pratiquement chaque année.

CGS – Pour ta part Gisèle, quels seraient tes bons coups ou tes coups de cœur?

GP – J'en aurais plusieurs petits, car les grands coups sont ceux qui vont nous survivre et qui seront basés sur les structures, les méthodes et les interprétations que l'on aura mises en place.

Mon premier coup de cœur a été l'île aux Noix, où j'ai pu explorer des nouvelles méthodes de télédétection, ce qui a servi de tremplin pour d'autres archéologues. Il y a eu aussi le volet industriel à travers les travaux au canal de Lachine, avec Claire Mousseau de la Ville de Montréal et avec qui j'ai partagé des intérêts communs, mais aussi des ressources. En travaillant avec elle, j'ai pu réaliser à quel point il pouvait être difficile de naviguer face à des administrateurs hostiles à l'archéologie. Encore aujourd'hui, je vois trop de sites qui mériteraient une intervention préventive être seulement l'objet d'une surveillance, comme si ces administrateurs s'imaginaient que l'archéologie coûte cher, alors que ce n'est pas le cas, surtout comparé aux coûts des architectes, des ingénieurs ou même des ouvriers de la construction. Il y a encore beaucoup de sensibilisation à faire. Le cas de l'Auberge Saint-Antoine demeure une exception dans les annales archéologiques, même s'il montre que ça peut se faire.

WM – Je suis d'accord, il n'y a pas une seule recette miracle, mais un élément déterminant, c'est le fait d'arriver avec des connaissances et de l'expertise pour les accompagner, mais surtout avec des ressources financières, donc le fait d'assumer une partie des coûts, ce qui fait toute la différence. Mais il faut que ce soit fait en amont, sinon ça se solde souvent par une simple surveillance.

CGS – Si par un coup de baguette magique je pouvais vous nommer ministre de la Culture, de quel instrument doteriez-vous le Québec ou le Canada pour améliorer les choses à ce niveau ?

GP – Il faudrait peut-être faire comme en France et adopter une loi qui obligerait les promoteurs à consacrer une partie de leurs budgets à l'archéologie dans l'aménagement du territoire, de l'amont, pour déterminer la valeur archéologique des sites, jusqu'en aval, en insérant les vestiges significatifs dans le design des projets. C'est clair, ça prendrait une loi.

WM – Je suis tout à fait d'accord, encore une fois ; il faudrait une loi provinciale, donc une obligation légale pour l'entrepreneur de prévoir et de payer pour l'archéologie préventive. Je trouve que le Québec est une anomalie sur le plan nord-américain, et même à l'international. La loi actuelle sur le patrimoine culturel est fondée sur la Loi Carcopino, adoptée en France en 1941, dans le but d'éviter que les occupants allemands ne dépouillent la France de son patrimoine archéo-

logique. C'était donc déjà dans la Loi sur les Biens culturels de 1972 et ça a été repris dans la révision de 2012 qui a donné la Loi sur le Patrimoine culturel (LPC), faisant totalement abstraction de l'évolution des pratiques archéologiques et administratives qu'il y avait eu entre temps, incluant le développement de l'INRAP en France, qui est reconnu au niveau international pour l'exemplarité de son approche de l'archéologie préventive. Malheureusement, la LPC n'a pas eu tout le succès escompté et les audiences actuelles pour la réviser ne portent que sur le patrimoine bâti ; l'archéologie est complètement absente. Depuis une quinzaine d'années, l'importance du patrimoine est en décroissance et la réponse du MCCQ a été de donner encore plus de pouvoirs aux municipalités et aux MRC, et s'apprête à le faire encore, alors que c'est précisément l'une des sources du problème. C'est comme faciliter l'entrée des loups dans la bergerie, en leur laissant le champ libre.

CGS – Ce qu'il y a d'intéressant aussi dans la législation française, c'est la notion que le patrimoine, incluant le patrimoine archéologique, est géré par l'État au nom de la nation, une notion totalement absente de la législation québécoise, qui ne dit absolument rien sur la propriété des biens patrimoniaux, dont la propriété relève, par défaut, de ce que dit le Code civil quant aux questions de propriété privée. Est-ce que ça vous semble problématique également ?

WM – Oui, le patrimoine archéologique devrait être considéré comme un bien de la nation, pas comme un bien privé. Si ce n'est pas un bien classé, le propriétaire est libre d'en faire ce qu'il veut, incluant le vendre.

CGS – Et c'est particulièrement préoccupant pour les peuples autochtones, qui se sont vus déposés de leurs terres et de leurs ressources de multiples manières, mais qui se voient en plus déposés de leur patrimoine archéologique partout sur le territoire. Certaines nations se mobilisent d'ailleurs en ce moment pour interpellier la ministre à ce sujet dans le cadre de la révision actuelle de la LPC.

WM – Tout à fait.

CGS – Ceci étant dit, je vous ai demandé quels ont été vos bons coups, mais je vous demanderais maintenant s'il y a des choses que vous feriez autrement si vous pouviez retourner en arrière, ou s'il y a des projets que vous auriez souhaité mettre sur pied, mais qui n'ont pas pu se réaliser pour quelque raison que ce soit ?

GP – C’est difficile de répondre à cette question ! On ne peut jamais tout faire, réaliser tous nos rêves en archéologie. Mes déceptions sont surtout liées au déclin et à la déstructuration de l’archéologie au sein des différents paliers de gouvernement. Je me demande souvent ce que je pourrais faire, mais ce sont des monstres ces administrations, alors il faut ramener tout ça à nos objectifs individuels. Dans mon cas, je garde toujours le projet de poursuivre mes qualifications professionnelles, en allant chercher une maîtrise, éventuellement un doctorat. Ce sont des projets en veilleuse, que je n’ai jamais pu réaliser, faute de temps.

CGS – Ce serait vraiment par intérêt ou par défi personnel, je suppose, car avec toutes tes compétences, tu n’as pas besoin de ces diplômes pour continuer de contribuer à la discipline, non ?

GP – Oui, c’est plus pour l’enrichissement intellectuel. Mais aussi pour me replonger dans un autre milieu : j’ai surtout travaillé dans la recherche appliquée, je suis une « bibite de terrain » et j’aime encore ça, mais je veux maintenant explorer d’autres dimensions de l’archéologie et contribuer au domaine d’une autre façon.

WM – C’est toute une question pour moi aussi ! On ne peut pas tout faire dans une vie, en effet. Pour commencer ma réponse, je dirais qu’une des bonnes choses que j’ai faites dans ma vie, c’est de décider de vivre en français. Ça a tout changé pour moi. Maintenant, si je me limite à ce que j’ai fait à la Ville de Québec, je dois dire qu’il faut être patient quand on travaille dans ce type de milieu ; je parlais même d’une certaine abnégation, car au final c’est toujours le politique qui décide. Personnellement, j’aurais voulu que la mise en valeur du site du Palais de l’Intendant se fasse plus rapidement ; il est dommage qu’un changement d’administration ait ralenti tout ça. J’ai aussi une déception au niveau de l’adoption d’un règlement sur l’archéologie à la Ville de Québec, un sujet sur lequel toi et moi, Christian, avons déjà discuté : il n’y a toujours pas de règlement de ce type. Je compte sur la relève pour poursuivre dans cette voie, je suis certain qu’ils y parviendront. La Ville de Québec, comme la Ville de Montréal, a maintenant la responsabilité d’appliquer certaines parties de la LPC, y compris en matière d’archéologie. Or, il a fallu mettre sur pied une infrastructure pour ce faire, ce qui a drainé toutes les ressources et les énergies qui auraient pu être consacrées à l’élaboration par la Ville de Québec de son propre

règlement en archéologie. Un autre effet pervers, c’est que les petits projets sont gérés par la Ville de Québec, alors que les gros projets sont gérés par le gouvernement : le résultat, c’est qu’il n’y a pas de cohérence et de coordination entre les deux. Il y a de plus en plus d’intervenants, mais de moins en moins de cohésion, tant sur le plan des méthodologies que du partage de l’information, ou des exigences auprès des promoteurs. C’est symptomatique du retrait progressif du MCCQ dans la gestion du patrimoine : ça n’a pas été une bonne décision, notamment en matière d’archéologie.

Si je peux aller un peu plus loin, il y a quelque chose que les archéologues au Québec auraient pu faire autrement, et j’en fais partie bien sûr, c’est au niveau de l’encadrement de la pratique. Il y a eu un long débat au sein de l’AAQ concernant la création d’une corporation professionnelle, avec des pour et des contre, et beaucoup de résistance à cette idée. Selon moi, avec la Loi sur les biens culturels (donc avant la LPC), qui visait à protéger le patrimoine, ce n’était pas possible d’avoir un ordre professionnel, parce que l’objectif premier d’une corporation c’est de protéger le public, pas les professionnels eux-mêmes. Or, ceux qui prônaient la création d’un ordre professionnel le faisaient dans l’optique de protéger la profession et ses praticiens. Il y a maintenant un syndicat, le SNAQ, qui protège les archéologues. Tout cela ne peut pas être mis ensemble et ce n’est pas à l’AAQ de s’occuper de tout ça. Mais avec les multiples et lourdes responsabilités qui incombent maintenant aux archéologues dans le cadre de la LPC, pour documenter et protéger notre patrimoine archéologique commun, je crois qu’il y a maintenant les conditions pour la création d’une corporation professionnelle. J’avoue que mon discours a changé sur ce sujet par rapport à il y a 25 ou 30 ans !

GP – C’est une analyse intéressante que tu fais William. Mais quelle solution ou quel rôle vois-tu pour l’AAQ et pour le syndicat ? À quel point un ordre professionnel menacerait-il leur survie ?

WM – L’AAQ n’a pas le mandat de défendre les archéologues comme peut le faire un syndicat. Il faut donc un syndicat. Mais il faut aussi une communauté pour échanger ; or ni un syndicat, ni une corporation, ne peuvent constituer en soi une communauté. Il faut donc aussi une association comme l’AAQ, notamment pour le partage d’informations sur le plan scientifique à travers son colloque et sa revue. Mais au niveau législatif, ça

ne peut pas continuer avec la LPC sous sa forme actuelle, dont l'esprit date de 1941, considérant les responsabilités que l'on accorde maintenant aux archéologues, aux promoteurs et aux municipalités.

CGS – Je ne me prononcerai pas là-dessus même si j'en aurais long à dire, car ce n'est pas moi l'interviewé! Passons donc à autre chose. Vous avez tous les deux souligné le rayonnement de l'archéologie québécoise, à travers les activités de Parcs Canada, de la Ville de Québec et d'Archéo-Québec notamment. Est-ce que vous considérez que notre archéologie rayonne suffisamment à l'extérieur de la province ou est-elle trop refermée sur elle-même, trop limitée par des obstacles linguistiques, par exemple?

GP – Au sein de Parcs Canada, le Québec a toujours été perçu comme étant la région la plus dynamique au plan archéologique, la plus novatrice aussi. Cette réputation demeure présente à mon avis à l'extérieur du Québec, du moins au niveau de l'archéologie historique. Le fait d'avoir des sites exceptionnels à Québec, Montréal ou Trois-Rivières, en plus des réseaux de canaux, par exemple, ça aide aussi!

CGS – Est-ce que le patrimoine archéologique autochtone prend plus d'importance au sein de Parcs Canada ou pas vraiment?

GP – Ça a toujours été important, mais peut-être moins au Québec, peut-être davantage dans l'Ouest canadien. Et dans le Grand Nord.

WM – Je pense que l'une des forces du Québec, c'est qu'il y existe une réelle communauté archéologique, où les gens se connaissent bien et échangent entre eux. L'AAQ et le Réseau Archéo-Québec contribuent à cela. Le fait de vivre entre deux mondes, anglophone et francophone, nord-américain et européen, nous ouvre à plusieurs courants de pensée différents et plusieurs y pigent allègrement, avec aussi une diaspora en France, aux États-Unis, en Australie, etc. Le pendant négatif, c'est que les gens de l'extérieur n'ont généralement pas accès à ce que nous publions en français, du fait de leur unilinguisme.

GP – La langue n'est pas un frein : c'est une limite pour ceux qui veulent une excuse pour ne pas aller voir ce qui se fait ailleurs!

CGS – Mais ça peut devenir un dilemme réel, par exemple au moment de publier les résultats de nos recherches lorsqu'on travaille au Québec : est-ce que l'on publie en français ou en anglais? On veut

que nos recherches rayonnent, donc on est tentés par l'anglais, mais on veut aussi encourager la recherche en français et combattre l'hégémonie anglophone, dans un monde qui se veut inclusif et plurilingue.

WM – Pour ceux qui ne lisent pas le français, ou d'autres langues, ils manquent une richesse incroyable, surtout de la part des Américains et du monde anglophone en général.

CGS – On en arrive maintenant au moment de l'interview ou j'aimerais vous demander si vous avez des questions l'un pour l'autre? Y a-t-il quelque chose que vous avez toujours voulu savoir sur votre partenaire d'interview, sans jamais oser le lui demander?

GP – Oui, je vais commencer! Je me demandais si entre toi et Claire Mousseau, à la Ville de Montréal, il était possible de développer une concertation, que ce soit au niveau de vos approches ou de vos structures organisationnelles?

WM – Pas une concertation formelle, mais une grande complicité. Claire et moi étions de bons amis, nous échangeons beaucoup. Il y avait une certaine concertation en matière de patrimoine, et surtout en ce qui concerne nos réactions face au gouvernement du Québec, lorsqu'il changeait de position, d'approche, ou de législation par exemple. Nous avons tous les deux commencé nos mandats avec des arrondissements historiques, nous avons aussi les mêmes types d'enjeux et d'intervenants.

Ceci dit, Gisèle a toujours été un peu comme un mentor pour moi, j'ai toujours eu l'impression que j'avais quelque chose à apprendre d'elle.

GP – On s'est entrecroisés à différents moments durant nos carrières, notamment lors de l'organisation du colloque de la SHA à Québec en 2000 où nous avons travaillé ensemble. À la Commission des biens culturels, à Parcs Canada aussi.

WM – Ma question pour toi Gisèle, consisterait à te demander comment as-tu trouvé l'énergie pour faire tout ce que tu as fait?

GP – Tu sais que j'ai partagé cette énergie avec mon autre passion, qui est l'élevage des chevaux. Ma grand-mère disait toujours que l'énergie commence entre les deux oreilles! Je dois dire que j'ai eu la chance d'être dotée d'une bonne santé, et aussi du désir de parfaire mes habiletés, avec honnêteté et humilité. C'est ce qui m'a amené à développer une autre carrière après celle à Parcs

Canada, durant laquelle j'ai été amenée à travailler un peu partout et pour différents organismes.

CGS – C'est une très belle manifestation de curiosité et d'humilité de ta part. Je me souviens de Pierre Dumais qui, un peu avant son décès, s'était réinscrit à l'université dans un cours ou un programme d'écriture, parce que malgré toute son expérience, il voulait apprendre à mieux écrire; mieux écrire ses rapports, mieux écrire ses articles, même s'il écrivait déjà très bien. J'avais été impressionné par cette humilité et ce souci de faire toujours mieux.

GP – Dans mon cas, on parle de retourner sur les bancs d'école à 72 ans!

CGS – Oui, mais ces étudiants-là, et j'en ai souvent un ou deux dans mes classes, on les apprécie parce qu'ils sont plus matures et plus allumés, et surtout, ils savent pourquoi ils sont là et ce qu'ils viennent chercher à l'université, ce qui n'est pas toujours le cas des plus jeunes qui s'inscrivent à l'université parfois sans trop savoir pourquoi. Bref, je suis certain que tu seras une très bonne étudiante!

GP – (rires) Je retiens ça!

CGS – J'aimerais connaître vos points de vue sur les développements récents qu'a connus l'archéologie, ici comme ailleurs dans le monde, par exemple au niveau des questions éthiques, du développement de l'archéologie du passé récent ou contemporain, de la décolonisation de l'archéologie envers les populations autochtones, etc. Êtes-vous confiants de l'avenir de l'archéologie, à travers ces nouvelles approches notamment?

GP – C'est vrai qu'il se développe plusieurs cellules d'intérêt, mais comme le disait William il va falloir une volonté gouvernementale pour concerter tout ça. Les nouveaux archéologues ont l'embarras du choix, mais la difficulté est de trouver une niche où ils pourront mettre en pratique leurs connaissances.

WM – Je me rappelle que Marcel Moussette m'a dit, lorsque j'ai commencé à enseigner comme chargé de cours à l'Université Laval: « Tu vas voir, les étudiants sont comme des éponges, ils absorbent tout! ». C'est le propre de la jeunesse d'être enthousiaste et curieux de tout. Je vois aussi d'un très bon œil la création d'un syndicat, qui est surtout le fait de cette jeunesse. Il y a également eu l'émission *Au pic et à la pelle*: au niveau de la production, c'était plus ou moins intéressant, mais les archéologues y étaient fantastiques, dans

la communication de leur travail et de leur enthousiasme. Là où c'est plus difficile maintenant, c'est que les forces centrifuges sont fortes et tendent vers l'éclatement de la discipline. Il n'y a plus d'institutions ayant un mandat fort en matière d'archéologie. Les expertises, à Parcs Canada ou au MCCQ, ne sont plus là. La LPC a aussi contribué à cet éclatement, par le partage des responsabilités que j'évoquais tout à l'heure. Mais il reste que l'archéologie est toujours aussi fascinante, pour ceux qui la font autant que pour le public qui s'y intéresse. Tu évoquais, Christian, l'archéologie du monde contemporain, moi aussi je suis fasciné par ça, je trouve que c'est une très grande ouverture du champ de l'archéologie. C'est là où se passe l'innovation en ce moment.

CGS – Pourtant, certains résistent à cette extension du domaine d'application de l'archéologie comme discipline. On en revient notamment à cette fameuse «règle des 50 ans» ou «règle de 1950», règle un peu étrange qui n'existe nulle part de manière formelle, ceci dit: elle n'est écrite nulle part!

GP – En effet! Aujourd'hui, nous avons de toutes nouvelles catégories de sites archéologiques que nous allons devoir documenter et gérer, notamment tous les sites de l'époque moderne depuis 1950. Pensez aux sites liés aux activités de transport, aux activités énergétiques, etc. Tous ces sites modernes vont susciter un intérêt et il va falloir s'en occuper, mais il n'y a pas encore de structure administrative formelle pour ce type de sites.

CGS – En effet, les sites datant de 1950, ils ont aujourd'hui 70 ans, et bientôt ce seront des sites centenaires: on ne peut plus les oublier ou les considérer comme étant sans intérêt, parce que «pas assez vieux». Il s'en est passé des choses qui ont laissé des traces matérielles durant toutes ces sept décennies!

WM – Même avec la modification prévue de la LPC, on y parle de dresser des inventaires patrimoniaux qui n'iront pas au-delà de 1940: ça veut dire que tout ce qui date de moins de 80 ans ne sera pas considéré!

GP – On le voit aussi lorsque vient le moment de sélectionner des lieux d'importance méritant une reconnaissance ou un classement officiel, il est difficile de défendre les cas de sites de moins de 50 ans, même s'ils ont été très marquants dans l'histoire du Québec ou du Canada.

CGS – Récemment Phyllis Lambert expliquait qu'à ce titre, Habitat 67 pourrait être démolé sans aucune contrainte légale. Mais si nous avons de la difficulté à convaincre certains de nos propres collègues archéologues de l'intérêt de ces sites récents, comment convaincre des élus ou des administrateurs ?

GP – Il faut diffuser notre point de vue de manière à rejoindre le grand public et les intéressés. Il faut amener le gouvernement à se responsabiliser face au patrimoine, incluant le patrimoine récent.

WM – Il faut en effet que le public s'y intéresse à ce patrimoine récent, mais ce n'est pas demain la veille !

CGS – Je vous permettrais maintenant de reculer possiblement beaucoup plus loin dans le temps, avec une question plus légère que je n'ai pas posée lors des entrevues précédentes. Si vous aviez le pouvoir de voyager dans le temps, à quel moment iriez-vous, soit pour y vivre, soit comme simple observateur ?

GP – Peut-être que je me placerais dans la peau d'un commis dans un poste de traite, pour voir comment les marchandises y circulaient. Au poste de Chicoutimi, nous avons trouvé un sceau de ballot de lin russe, parti du port d'Odessa en Ukraine en 1777 et qui a transité par l'Angleterre avant d'arriver à Chicoutimi ! J'aurais aussi aimé observer les conditions de travail dans les usines du canal de Lachine au XIX^e siècle.

WM – Moi ce serait de loin quelque part dans le sud de la France ou le nord de l'Espagne pour voir la rencontre entre les Néanderthaliens et les Cro-Magnons. On sait par les analyses récentes qu'ils ont été régulièrement en contact et qu'ils ont même échangé du matériel génétique entre eux, alors j'aurais aimé être en mesure de voir concrètement comment se sont déroulés ces contacts, comment ils communiquaient entre eux, à quel point ils étaient physiquement semblables ou différents, pour aller plus loin que ce que nous en disent les livres de Jean Auel ! Plus près de nous, j'aimerais voir l'arrivée des Européens ici, plus particulièrement au site Cartier-Roberval en 1541-1543, et l'observer sous une approche post-coloniale la rencontre de deux mondes, pour nuancer le discours officiel sur cette rencontre. Je voudrais voir aussi quel était le modèle de contact pour les Européens : est-ce qu'ils se sont inspirés des contacts antérieurs avec d'autres peuples autochtones ailleurs dans le monde, en Afrique notamment ? Ce sont toujours les questions de

rencontres qui m'intéressent, peut-être à cause de mon vieux fond d'anthropologue !

Il y aurait aussi la palissade de Beaujours, qui d'après moi n'est pas un ouvrage de fortification ; j'aimerais pouvoir observer ce vestige dans son contexte urbain, le comprendre pour ce qu'il est, au lieu de tenter de lui attribuer la plus grande valeur possible dans le monde colonial de l'époque. Je voudrais le faire dans une perspective de *slow archaeology* ; il faut du temps pour comprendre et interpréter un site correctement, on ne peut pas faire ça instantanément, alors même qu'on est en train de le fouiller. Mais comment peut-on implanter cette « archéologie lente » ?

CGS – C'est aussi vrai dans le monde universitaire, où nous faisons tout à la course : course aux publications, aux subventions, aux promotions, etc. Je trouve que l'on publie parfois trop vite dans le monde universitaire ; certains sujets méritent une réflexion sur le temps long. Plusieurs chercheurs font d'ailleurs maintenant la promotion de la lenteur, par exemple avec le livre *The Slow Professor*³, mais peu ont ce luxe, car la structure universitaire, comme celle de l'archéologie préventive d'ailleurs, ne favorise pas la lenteur.

GP – Il n'y a peut-être que les archéologues à la retraite comme nous qui peuvent se le permettre !

CGS – Exactement, vous êtes dans une bonne position à cet égard : je vous envie ! Ça m'amène à ma dernière question. Vous avez tous deux parlé de rencontres, ce qui est intéressant considérant la pandémie actuelle où ces rencontres ne sont plus possibles, tout comme les voyages. Est-ce que cela affecte vos plans de retraite ?

GP – Dans mon cas, ça m'a surtout empêché de retourner sur le terrain. Pour moi, le terrain c'est toujours là où naît toute réflexion. Heureusement que le virtuel nous permet de rester en contact avec tous nos collègues. Si la pandémie avait eu lieu avant les années 1980, avant les ordinateurs et internet, ça aurait été la mort de l'archéologie pendant toute une année !

WM – Les conséquences de la pandémie sont terribles pour tout le monde, mais pour les archéologues retraités comme nous, qui avons un revenu stable et assuré, c'est un moins pire. D'autre part, la pandémie a ouvert d'autres possibilités, par exemple au niveau des communications, incluant le partage d'informations, à travers la multiplication des colloques et conférences virtuels notamment. Il m'a semblé que j'ai eu accès

à de grandes quantités d'informations que j'aurais plus difficilement obtenues en temps normal.

CGS – Peut-être aussi que nos empreintes carbonées s'en trouveront réduites, par la même occasion? Gisèle et William, merci beaucoup pour ces trois heures de discussion! Je me sens privilégié du temps et des connaissances que vous partagez avec moi et avec les lecteurs, surtout ceux et celles parmi les plus jeunes générations qui vous connaissent peut-être un peu moins.

GP – Merci, j'ai été très heureuse d'être jumelée avec William.

WM – Merci à toi aussi, Gisèle! Donc si tout se passe bien, Christian, l'entrevue paraîtra en même temps que les vaccins pour la Covid?

CGS – Oui, et peut-être qu'on pourra alors renouer avec les rencontres, passées, mais surtout présentes!

Notes

1. Ancienne désignation du ministère de la Culture et des Communications.
2. Leonard Jones (1924-1998), maire de Moncton de 1963 à 1974, connu pour ses positions intolérantes envers la minorité francophone de la ville.
3. Maggie Berg et Barbara K. Seeber, *The Slow Professor: Challenging the Culture of Speed in the Academy*. University of Toronto Press, Toronto, 2016.

Cette entrevue a été réalisée par visio-conférence le 8 décembre 2020. Le texte de l'entrevue a été légèrement édité afin d'abrégé la transcription et la rendre plus fluide, tout en veillant à conserver le sens des propos recueillis.